

Pourquoi les pays africains soutiennent la Chine contre l'Occident sur la question des droits de l'homme

BBC News – 04/05/2021



Crédit photo, AFP

Les pays africains n'ont pas souscrit aux réprimandes de l'ONU concernant les violations des droits de l'homme commises par la Chine au Xinjiang, à Hong Kong et au Tibet

Les pays africains ne font pas partie de ceux qui dénoncent la Chine pour son traitement de la population ouïghoure majoritairement musulmane dans la région nord-ouest du Xinjiang.

En fait, certains diplomates africains ont récemment assisté à un événement à Pékin et ont loué la politique de la Chine dans la région.

Au moins un million d'Ouïghours auraient été détenus au Xinjiang dans un vaste réseau de camps. La Chine fait face à des accusations de travail forcé, de stérilisation forcée, de torture et de génocide - des allégations qu'elle nie.

Le gouvernement chinois a défendu les camps de détention, affirmant qu'il s'agissait de "centres de rééducation" professionnelle pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme religieux.

"Certaines forces occidentales qui dénoncent les soi-disant problèmes liés au Xinjiang lancent en fait des attaques non provoquées contre la Chine pour servir leurs propres intérêts", a déclaré Adama Compaoré, ambassadeur du Burkina Faso, lors de l'événement de mars baptisé Xinjiang in the Eyes of African Ambassadors to China [Xinjiang à travers le Regard des Ambassadeurs Africains en Chine.

Le Soudan et le Congo-Brazzaville ont également pris part à l'évènement.

Daniel Owassa, l'ambassadeur du Congo-Brazzaville en Chine, aurait déclaré qu'il soutenait ce que la Chine a appelé une série de mesures antiterroristes dans la région, affirmant qu'il appréciait "les grandes réalisations de développement du Xinjiang dans divers domaines ces dernières années".

Human Rights Watch (HRW) a déclaré que cette assemblée démontrait la manière dont l'Afrique garde le silence sur une préoccupation mondiale clé.

"[Cela] pourrait être une diplomatie de routine, mais la volonté des gouvernements africains de garder le silence sur la suppression des droits par Pékin a des conséquences concrètes", a déclaré Carine Kaneza Nantulya, directrice du plaidoyer pour l'Afrique à HRW, dans un communiqué.

"[Les Africains] ont souvent dénoncé à juste titre l'indifférence des autres pays à leur sort et recherché une solidarité mondiale avec la souffrance humaine", a-t-elle ajouté.

Changement de génération ?

Mais Ejeviome Otobo, chercheur non-résident au Global Governance Institute à Bruxelles, affirme que les dirigeants africains et la Chine ont une compréhension commune, basée sur trois domaines principaux : les droits de l'homme, les intérêts économiques et la non-ingérence dans les affaires intérieures.

La position largement pro-chinoise de l'Afrique oppose de plus en plus le continent à l'Occident en matière de droits de l'homme.

Lors d'un vote en juin 2020 au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève sur la loi controversée sur la sécurité nationale de Hong Kong, qui a imposé des sanctions sévères à la dissidence politique et qui a effectivement mis fin à l'autonomie du territoire, 25 pays africains - le plus grand groupement de tous les continents - ont soutenu Chine.

Des mois plus tard, en octobre, aucun pays africain n'a signé la réprimande cinglante des violations des droits de l'homme commises par la Chine au Xinjiang, à Hong Kong et au Tibet, qui était soutenue par les nations occidentales.

HRW accuse les dirigeants africains de donner la priorité aux avantages économiques de la Chine au détriment d'autres préoccupations mondiales.

Pourtant, Eric Olander, co-fondateur du China Africa Project, estime que pour les décideurs africains, ne pas s'opposer à Pékin "est une priorité de politique étrangère beaucoup plus importante".

"Ce que ces critiques ne semblent pas comprendre, c'est qu'en tant que pays pauvres en développement - dont beaucoup sont également très endettés envers Pékin et dépendent de la Chine pour l'essentiel de leurs échanges - ils ne sont pas en mesure de résister au retour de force immédiat qui résulterait d'actions contre la Chine", a-t-il déclaré à la BBC.



Crédit photo, Getty Images

La Chine tient un sommet avec les dirigeants africains tous les trois ans

Un autre facteur important est une relation vieille de plusieurs décennies qui a été cimentée en 1970 lorsque les pays africains ont joué un rôle essentiel en aidant la Chine à rejoindre les Nations Unies face aux réticences des États-Unis.

"Depuis lors, la relation n'a fait que se renforcer", a déclaré à la BBC Cliff Mboya, un analyste spécialisé sur les relations Chine/Afrique basé au Kenya.

"Depuis 30 ans maintenant, le ministre des Affaires étrangères se rend en Afrique chaque année, la Chine en a fait une tradition - ce n'est pas seulement symbolique mais cela indique qu'ils sont investis dans une relation à long terme et cela fait une grande impression sur les Africains".

Les jeunes Africains ne sont peut-être pas aussi impressionnés - ils ont une vision extrêmement positive des États-Unis et de leur modèle de développement, selon une récente étude Afrobaromètre.

Mais l'ancienne génération et les dirigeants gouvernementaux pensent différemment - et leur décision de se tourner vers la Chine pour le financement des infrastructures, en particulier au cours des 20 dernières années - a transformé le paysage du continent avec de vastes routes, ponts, chemins de fer, ports et une infrastructure Internet, ce qui a permis au continent d'occuper une place dans l'économie numérique.

Certains de ces projets font partie de projets à hauteur de plusieurs milliards de dollars que 46 pays africains ont signés, a déclaré M. Otobo.

"Où sont les projets équivalents venant de l'Occident ?" demande-t-il, ajoutant qu'il serait difficile d'égaliser l'ampleur du financement de la Chine.

Le manque de transparence dans les accords signés pour financer ces projets massifs a alimenté la suspicion d'un complot insidieux pour piéger le continent avec des prêts qu'il ne peut pas payer, dit M. Orlander, bien que cette théorie du "piège de la dette" ait été démystifiée.

Et l'allègement de la dette et l'accès aux vaccins Covid-19 seront probablement des thèmes clés du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC), l'événement triennal de grande envergure, qui se tiendra au Sénégal plus tard cette année.

Diplomatie en matière de vaccins

Depuis que la pandémie a frappé, les drapeaux chinois ont été un spectacle courant dans les aéroports du continent, signalant l'arrivée de dons vitaux tels que des équipements de protection individuelle et récemment des vaccins fabriqués en Chine.

La supposée diplomatie en matière de vaccins de la Chine a jusqu'à présent atteint 13 pays africains, qui les ont achetés ou ont bénéficié de dons.



Crédit photo, Getty Images

Le Zimbabwe fait partie d'une douzaine de pays utilisant des vaccins fabriqués en Chine

En comparaison, il n'y a eu aucun soutien direct du Royaume-Uni ou des États-Unis, sauf à travers l'initiative mondiale Covax - qui est également soutenue par la Chine. Covax a administré jusqu'à présent 18 millions de doses dans 41 pays africains.

Utiliser l'accès aux vaccins Covid-19 comme outil d'influence dans le monde est une course permanente entre les puissances mondiales.

En mars, le ministre britannique des Affaires étrangères, Dominic Raab, a exhorté les pays en développement à attendre les vaccins 'de référence' plutôt que d'utiliser ceux provenant de Chine et de Russie.

Le nouveau secrétaire d'État américain Antony Blinken insiste quant à lui sur la réflexion, déclarant récemment aux étudiants africains : "Nous ne demandons à personne de choisir entre les États-Unis ou la Chine, mais je vous encourage à poser ces questions difficiles, à creuser sous la surface, pour exiger la transparence et faire des choix éclairés".



Crédit photo, BBC/Peter Njoroge

La Nairobi Expressway, une voie rapide de 27km à quatre voies, est l'un des nombreux projets financés par la Chine au Kenya

Les puissances occidentales savent qu'elles ne peuvent pas rivaliser avec la Chine en termes de prêts et d'infrastructures - il n'y a pas eu de mesures de rétorsion pour ceux qui reçoivent l'aide chinoise ou sont trop partisans envers Pékin. Au lieu de cela, ils se rabattent sur des mantras tels que l'appel à la démocratie et à l'investissement sans corruption.

Pour cette raison, il est inconcevable que dans un proche avenir, un pays africain cherche à emmener un dirigeant chinois à La Haye pour le traitement fait contre les Ouïghours - comme cela est arrivé à Aung San Suu Kyi en 2019 lorsqu'elle était à la tête du Myanmar et que l'ancien ministre de la Justice de la Gambie a porté plainte contre le traitement réservé par son pays à la minorité musulmane rohingya.

Abubacarr Tamado était soutenu par l'Organisation de la coopération islamique, un groupe de 57 pays majoritairement musulmans, dont 27 africains. Cette décision, applaudie en Occident, a jusqu'à présent conduit la Cour internationale de Justice à ordonner au Myanmar de prendre des mesures pour empêcher le génocide

<https://www.bbc.com/afrique/region-56971652>